

14 avril 2004

Questionnements sur une proposition de préambule



Trois membres de l'exécutif proposent un long préambule à la plate-forme, typiquement présenté comme court selon la tradition humoristique québécoise pince-sans-rire. Il y a là un danger que ce long préambule se substitue à la plate-forme. Il ne faut pas minimiser ce danger quand on connaît cette autre tradition typiquement québécois — typique s'entend d'une forte oppression nationale — de fuir les débats politiques au profit de consensus factice, ce que permet ce préambule à allure de petit manifeste. L'on sait, par exemple, qu'Option citoyenne n'est pas enthousiasme par rapport à certains éléments pointus de la plate-forme. Le préambule-manifeste permettrait de contourner la difficulté en mettant de facto au rancart la plate-forme.

Paradoxalement, ce préambule-manifeste pourrait ouvrir des débats théoriques passionnants, par exemple sur l'État, très bienvenus et nécessaires lors de sessions de formation, colloques, tribunes libres, listes de discussion. Cependant, de tels débats larges lors d'un congrès, l'instance décisionnelle suprême où il faut voter, d'un parti hétérogène comme l'UFP risque d'être inutilement déchirant par rapport à la mauvaise cible. Mieux vaut faire un ou des débats circonscrits autour d'enjeux réels concernant certains éléments de la plate-forme ou d'un plan d'action. Pour ma part, je pense qu'un débat de fond est nécessaire sur la place de l'indépendance dans la stratégie de l'UFP et sur l'orientation à proposer au mouvement anti-PLQ. Il est d'ailleurs toujours possible, dans l'argumentaire, de ramener des idées plus théoriques.

Le document identifie sept grands points de ralliement à faire ressortir, indiquant par là qu'il y a des acquis à la courte histoire de l'UFP, qu'il y a bien eu « rupture », même si le mot ne se retrouve malheureusement pas dans le document. On aurait en effet souhaité que dès le départ l'on signale que l'acte de naissance de l'UFP est une rupture avec les trois partis néolibéraux que sont le PLQ, le PQ et l'ADQ. Certes, une plate-forme, nécessairement imbriquée dans le développement de la conjoncture est par définition en évolution. Elle repose cependant sur des acquis à propos desquels on ne saurait revenir sans remettre en question l'avenir même de l'UFP.

Je propose donc de s'en tenir à un préambule très court portant sur les éléments essentiels de la rupture que fut la naissance de l'UFP. Je présente une suggestion en conclusion à partir d'une critique du texte présenté.

Anti-néolibéralisme

Le document identifie le néolibéralisme comme la forme contemporaine du capitalisme, clarification nécessaire par rapport à un autre chose que le capitalisme même si ça ne ferme pas la porte à l'idée d'un retour à un capitalisme à visage humain. Bienvenue est aussi l'idée d'antinéolibéralisme par rapport au plus sympathique altermondialisme qui cependant inclut, comme aile droite, le « néolibéralisme à visage humain » des PQ, NPD et PSF. On remarque la liaison entre guerre économique et guerre militaire, une récusation nécessaire du pacifisme théorique.

Un oubli cependant : au cœur du néolibéralisme on trouve la libre circulation, ou la libéralisation, des capitaux. Le « libre-marché » n'en est que la façade idéologique et en grande partie fautive pour ce qui est de la circulation des marchandises et totalement fautive, même une régression, en ce qui concerne la libre circulation des personnes, et tout cela de manière fortement dissymétrique entre les pays impérialistes et les pays dépendants.

On tente de traiter la question de l'État pour, je crois, combattre l'idéologie de l'étatisme comme alternative au marché. C'est en effet nécessaire tant ce courant est dominant chez les sociaux-démocrates et les nationalistes. On parle d'État fort, moins bureaucratique et donc plus démocratique. Le problème est que, par définition, l'État est un appareil bureaucratique et répressif. Je comprends, cependant, qu'on hésite à parler de « moins d'État » car cela fait partie de l'arsenal idéologique néolibéral même si ce n'est pas plus vrai que le « libre-marché ».

Pourquoi pas, alors, expliquer que l'État doit graduellement s'effacer en faveur, non pas de la « société civile » qui comprend le Conseil de patronat et tutti quanti, mais d'une prise en charge de la société par des conseils fédérés à partir de la base dans les lieux de travail, lieux d'enseignements et quartiers. Comme cette idée est quelque peu abstraite, on pourrait parler de commencer par la (re)-démocratisation du système de santé et social sur le modèle actuel des garderies autogérées, de la revalorisation des commissions scolaires, de gouvernements régionaux assis sur des conseils de quartier et de villages et, *last but not the least*, de contrôle et de la gestion populaire des institutions financières, ce qui à terme pose la question de leur expropriation.

Féminisme

Le lien entre sexisme et capitalisme est clair mais moins avec le capitalisme néolibéral. Le capitalisme néolibéral ne peut pas être démocratique et encore moins être libertaire, sauf idéologiquement. Le renforcement, d'une part, de la pauvreté et des inégalités et, de l'autre, de la concentration/centralisation des capitaux, conduit nécessairement à l'autoritarisme, à la violence et à la limite au terrorisme d'État, autant que possible à masque démocratique (renforcement des pouvoirs exécutifs et judiciaires). Il devient donc de plus en plus nécessaire au capitalisme néolibéral de se doter d'une idéologie

propre en s'alliant avec les forces du conservatisme social, quelque en soit les formes — fondamentalistes, traditionalistes ou fascisantes — dont le noyau commun est le sexisme et le racisme comme outil de domination et de division du prolétariat. Ces horreurs ne sont pas à côté mais inhérentes au capitalisme néolibéral même si la fusion n'est pas encore achevée.

Internationalisme

Côté internationaliste, l'essentiel y est que ce soit pour l'analyse ou le mouvement. On pourrait préciser dès le départ que l'internationalisme est inhérent à l'antinéolibéralisme. La nouveauté essentielle du capitalisme néolibéral par rapport au capitalisme monopoliste — première forme du capitalisme impérialiste — est la tendance à la division internationale du travail manufacturier — et non plus la réplique de l'original sur chaque grand marché — ce qui nécessite la globalisation du capital financier à partir des grands centres impérialistes et fait suivre celle du capitalisme commercial. Cette division internationale s'étend dorénavant aux secteurs des services financiers, manufacturiers et commerciaux, particulièrement en Inde et en Chine. La conséquence en est la nécessité de la lutte mondiale non seulement contre les politiques libre-échangistes, guerrières, sexistes et racistes mais aussi à rassembler les syndicats de chaque transnationale.

Écologisme/Environnementalisme

Le document souligne à juste titre le caractère catastrophique de la crise écologique. Mais la liaison avec le capitalisme néolibéral et même avec le capitalisme en général n'est pas évidente. Le pillage des ressources naturelles — et non la réduction et le recyclage des déchets — est presque toujours la solution la plus rentable imposée par la loi de la concurrence entre capitaux, ce malgré l'existence d'un capitalisme environnemental marginal. Comme l'accumulation du capital est tendanciellement exponentielle et sans fin, et que le capitalisme néolibéral élimine les obstacles à cette tendance, en résulte comme corollaire la tendance à l'épuisement des ressources naturelles et aux pollutions irrémédiables des écosystèmes malgré la contre-tendance de chaque capital à épargner l'usage des ressources pour maximiser ses profits. L'enflure du tout l'emporte sur la parcimonie des parties.

L'intégration, historiquement fulgurante, de la Chine et de plus en plus de l'Inde au mode de production néolibérale renforce la tendance au pillage et aux pollutions. Cette tendance n'est pas encore très visible dans les pays impérialistes et encore moins en Amérique du Nord impérialiste, aux ÉU à cause de leur super-puissance et au Canada à cause de sa qualité d'allié stratégique de la super-puissance et de ses énormes richesses naturelles et de son immense territoire par rapport à sa population. Cependant, des signes avant-coureurs apparaissent tel les crises de l'eau et de l'énergie en Ontario et celle de l'épuisement des poissons de fond en Gaspésie et dans les Provinces de l'Est. Un grand bouleversement guette le Québec — la Laurentie géographique et sociologique — à moyen terme : l'effondrement du système écologique

du St-Laurent causé par l'effet de serre et accéléré par la nouvelle canalisation prévue, canalisation qu'il faudrait renverser aux bénéfices de la Gaspésie et de la Côte-Nord.

Indépendance

On se réjouit que la question de l'indépendance ne soit pas escamotée mais son traitement me paraît très insatisfaisant. Cette malheureuse phrase de la plate-forme qui dit que « *l'indépendance n'est pas une fin en soi... mais un moyen...* » est une erreur. Après la défaite de 1837-38, l'élimination du fait français à l'ouest de l'Outaouais par les armes contre le peuple métis et par la répression du français dans les écoles manitobaines et ontariennes au tournant du siècle passé, l'obligation faite au peuple québécois en 1917 et 1942 de servir de chaire à canon pour l'impérialisme, l'élimination du droit de veto en 1981, l'imposition de la Constitution et de la Charte en 1982, l'émasculature de la loi 101 en 1987, l'humiliation de Meech et de Charlottetown en 1990 et 1992 et, cerise sur ce noir sundae, la négation du droit à l'autodétermination en 2000, la revendication de l'indépendance est une fin en soi pour en finir avec l'oppression nationale.

S'il fallait condenser dans une formule le but de l'UFP, il faudrait parler de la libération nationale et sociale du peuple québécois, formule essentielle que malheureusement on ne trouve nulle part dans le document. Jugé à cet aune, le PQ n'est pas et n'a jamais été un parti indépendantiste mais un parti néo-fédéraliste au départ pour la « souveraineté-association » jusqu'à la « souveraineté-partenariat » en passant par le « beau risque ». SPQ-libre reproduit une énième fois la stratégie cul-de-sac de la concertation, pierre d'assise du « bloc nationaliste » qui emprisonne le mouvement de libération nationale/sociale sous le joug de l'hégémonie péquiste, le condamnant à faire du sur place et à enfoncer le Québec dans le néolibéralisme. Tant que cette hégémonie n'aura pas été rompue, le PQ restera le porte-parole attitré sur la question nationale. Il ne s'agit pas de demander au PQ de partager son droit de porte-parole mais de lui enlever en prenant la tête du mouvement indépendantiste.

Démocratie

Effectivement la démocratie est une « question centrale » et elle est au Québec comme ailleurs « sur une pente descendante ». C'est effectivement une question de scrutin proportionnel et de démocratisation des médias et des services publics. Il ne s'agit donc pas de construire un « État fort » mais de renforcement des pouvoirs populaires.

La contribution immédiate de l'UFP à cette démocratisation des institutions est sa nature pluraliste et le rejet dans ses statuts du « culte du chef » au profit d'un pouvoir collégial. Pourquoi le document n'en fait-il pas nulle mention ? Des pressions tant internes qu'externes, souvent véhiculées par les grands médias monopolistes, poussent l'UFP à se doter d'un ou d'une « chef », qui deviendrait l'arbitre des débats internes. Comme ce/cette chef ne voudrait pas être rejeté par les grands médias, on devine de quel côté pencherait sa tour de Pise.

Un parti des urnes et de la rue

Certes, l'UFP est un parti des urnes et de la rue. Il doit se structurer en conséquence par secteurs. Quand on dit que « *l'UFP ne veut aucunement se substituer aux mouvements sociaux existants mais plutôt contribuer, dans la mesure de ses capacités, à développer davantage leur capacité de mobilisation tout en partageant ses propres analyses et pistes de solution, et vice-versa.* » il faut prendre la pleine mesure de cette affirmation. L'UFP tiendra compte des orientations des hautes directions syndicales et populaires mais avancera en toute autonomie ces propres analyses et ses propres propositions.

Celles-ci ne seront pas faites en fonction du rapport de forces immédiat et encore moins en fonction de quelque privilège corporatiste ou bureaucratique à protéger. Ces analyses et propositions seront faites en fonction de son alternative antinéolibérale, indépendantiste, féministe, écologiste et internationaliste.

Un préambule alternatif

Ne vaudrait-il pas mieux un court — réellement court — préambule qui évite de divisifs débats idéologiques au lieu de concentrer notre attention sur une plate-forme incisive, claire et rassembleuse ? Pourquoi pas celui-ci :

- L'UFP est né de la rupture avec les partis néolibéraux et (néo)-fédéralistes, PQ, PLQ et ADQ.
- L'UFP a comme objectif la libération nationale et sociale du peuple québécois.
- L'UFP est un parti antinéolibéral, indépendantiste, féministe, écologiste et internationaliste.
- L'UFP n'est pas une machine électorale mais est un parti des urnes et de la rue.
- L'UFP est un parti pluraliste, contrôlé et dirigé par ses membres et dont l'exécutif est collégial.

Marc Bonhomme, 14 avril 2004